



Paris - Bruxelles - Frankfurt - London - Roma - Madrid - Zürich - Washington - Chicago

Le bureau exécutif

Paris, le 14 novembre 2006

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Elysée
Paris
Par porteur

Affaires Européennes

Monsieur le Président,

Nous avons rapporté à Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères cette semaine l'odyssée de cette famille franco-allemande de cinq enfants (dont 3 en bas âge) contrainte de fuir l'Allemagne du jour au lendemain, laissant tout derrière elle, pour échapper aux 'griffes' du JUGENDAMT et subir le même sort que la Famille Haase, une famille de sept enfants, dont l'affaire pourtant jugée favorablement en avril 2004 à la Cour Européenne des Droits de l'Homme, ne lui a toujours pas permis de récupérer ses enfants, placés sans autres raisons que politiques dans des familles d'adoption.

A ce titre, nous aimerions attirer votre attention sur une évolution inquiétante en Europe, peu perçue en France et sous-estimée par les Gouvernements de l'Union ; l'instrumentalisation de la justice familiale allemande par le tout puissant JUGENDAMT et ses institutions satellites.

Le Gouvernement polonais a ouvert le débat sur les pratiques judiciaires allemandes à l'égard des parents polonais en Allemagne, au sein de son Parlement. Nous pensons que le problème mérite l'attention de tous les gouvernements européens. Nous saluerions, Monsieur le Président, une initiative visant l'ouverture d'un débat plus large, au sein du Parlement Européen.

Nous joignons un courrier à l'attention de Madame Fotyga, Ministre des Affaires Etrangères de la République de Pologne, par lequel nous invitons le Gouvernement Polonais à ne pas suivre la voie française aux fins de remédier aux problèmes que pose le système judiciaire allemand aux parents polonais, aux parents non-allemands de manière générale et nous en expliquons les raisons.

Nous profitons de ce courrier, Monsieur le Président, pour attirer votre attention sur l'attitude des Magistrats français, statuant dans le cadre d'affaires familiales franco-allemandes.

Nous constatons en effet que ces fonctionnaires ne disposent pas d'informations sur les coutumes judiciaires allemandes. Or ils 'renvoient' des enfants en Allemagne, en confiant – sans aucune garantie pour les parents français – la garde au parent allemand, après que ceux-ci aient été déplacés illicitement, puis retournés en France en application des Conventions de la Haye et de Bruxelles II bis.

La réponse du Ministère de la justice publiée dans le JO Sénat du 09/11/2006 - page 2835 reste dans la continuité de ce que nous connaissons. Rien ne change !

De nombreux parents nous rapportent les propos étranges tenus par les magistrats français, lors des audiences en France ; *'ce qui se passe en Allemagne, ne m'intéresse pas'* (sic).

Mais combien de nos magistrats imaginent les conséquences de leurs décisions pour les parents français, lorsque les enfants repartis, ils se retrouvent quelques temps plus tard sous compétence judiciaire allemande ?

Combien connaissent le rôle politique du JUGENDAMT dans les décisions judiciaires ?

Combien imaginent que la filiation d'enfants français, nés en France, mais hors mariage n'est pas reconnue par l'administration allemande ? En comprennent-ils la signification ?

Combien savent que les avocats allemands prêtent serment pour défendre l'intérêt constitutionnel, en d'autres termes, les intérêts de la nation allemande et non ceux de leurs clients étrangers ?

Comment des fonctionnaires français peuvent-ils décider sur la vie d'enfants français sans connaître le champs d'application de leurs décisions et sur le futur qu'ils leur réservent ainsi ?

Ainsi, Monsieur Mezari, qui nous accompagnait récemment à l'entretien que nous avons eu avec Madame la Sénatrice Garriaud-Maylam, Sénatrice des Français de l'Etranger, s'est retrouvé hier devant la 24^{ème} Chambre de la Cour d'Appel de Paris, une Cour qui ne l'a pas autorisé à s'exprimer, alors que l'on jugeait en appel son affaire familiale franco-allemande.

Comment Monsieur Mezari doit-il interpréter le fait que nos magistrats français se refusent de l'écouter ou d'écouter sa fille et se moquent – au surplus – de tous les événements très graves (utilisation d'une arme à feu, décisions secrètes) qui se sont déroulés en Allemagne à son encontre ? Les enfants de M. Mezari ont été enlevés en Allemagne, leur identité a été changée le jour même par l'Etat Civil allemand. M. Mezari a été condamné dans le secret – sans jamais avoir été convoqué, entendu, défendu à 250.000 euros d'amende ou 6 mois de prison – alors même que la procédure en demande de retour vers la France était pendante ; il cherchait simplement à voir ses enfants sur place. Le Ministère de la Justice à Paris n'a jamais réagi et souhaite au surplus renvoyer les enfants en Allemagne sans même demander au préalable la levée de cette condamnation unilatérale, le rétablissement de l'identité des enfants et l'attribution de la filiation paternelle. Et les faits rapportés ici dans l'affaire Mezari ne font pas figure d'exception, loin s'en faut !

Monsieur le Président, intervenez ! Défendez-nous !

Dites aux Magistrats français, ce que nous encourageons, nous parents non-allemands, en Allemagne !

Dites à nos Magistrats de ne plus juger sans savoir, pour préserver nos relations et nos enfants !

Faites en sorte que nos 'amis' allemands ne puissent plus s'octroyer dans le secret du huis-clos les enfants des autres nations et menacer, emprisonner ou expulser – sans contradictoire et sans audition – des parents non-allemands, auxquels ils refusent délibérément le moindre contact avec leurs enfants, se servant de leur système judiciaire aux fins de la dissimulation.

Une cellule de veille européenne aux fins de vérifier les mécanismes judiciaires et extra-judiciaires mis en place lors de procédures familiales contestées, par des citoyens de nationalité étrangère à celle de la juridiction statuant, mériterait réflexion. La France doit protéger ses concitoyens.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.



Olivier Karrer

Vice-président du CEED

Adresse postale :

189 Avenue Aristide Briand

F - 94230 Cachan